



Stabiliser l'Allemagne comme point d'ancrage de la croissance en Europe (Partie I)

Changement de cap pour une Europe solidaire (Partie II)

Comité exécutif IG Metall : 9 octobre 2012

Partie I : Stabiliser l'Allemagne comme point d'ancrage de la croissance en Europe

La situation actuelle

L'économie allemande a progressé au premier semestre 2012, de 0,3 % au deuxième trimestre et de 0,5 % au premier trimestre. Les consommateurs furent le moteur de cette bonne évolution. Des augmentations de salaire et un marché du travail stable ont stimulé la consommation des ménages. L'Allemagne se démarque ainsi du développement général négatif de la zone euro. Malgré la croissance qu'affichent les plus grandes économies nationales européennes, la zone euro a régressé de 0,2 % au deuxième trimestre. La France stagne et la conjoncture s'est effondrée dans les pays en crise comme l'Italie (moins 0,7 %), l'Espagne (moins 0,4 %) et le Portugal (moins 1,2 %).

L'OCDE émet des réserves pour le second trimestre. Elle s'attend à ce que la conjoncture allemande stagne elle aussi. Cela aurait d'autant un impact négatif sur le développement conjoncturel de la zone euro. Le gouvernement allemand ne partage pas ce point de vue. Il compte sur la consommation des ménages pour poursuivre la stabilisation de la croissance.

Le climat dans les entreprises allemandes donne toutefois une tout autre image. L'indicateur du moral des patrons de l'IFO, a baissé en septembre pour le cinquième mois consécutif. Le pessimisme des patrons allemands est revenu au niveau de l'été 2009. Les signes d'un ralentissement économique en Allemagne se multiplient. De nombreux industriels ont revu à la baisse leur planification pour le second semestre 2012. La crise qui sévit dans de nombreux pays européens, et le décrochage des commandes qui en découle en sont en grande partie responsables. S'ajoute à cela, des problèmes structurels persistants, tels que les surcapacités sur le marché automobile européen, mais également l'incertitude des investisseurs face à des décisions politiques à venir dans le contexte de la transition énergétique.

Du point de vue d'IG Metall, il est donc maintenant important de stabiliser l'économie allemande par des mesures appropriées. Dans cet article, IG Metall fait des propositions à ce sujet. L'économie allemande est la plus importante d'Europe et IG Metall exige du gouvernement de stabiliser l'Allemagne pour en faire un point d'ancrage de la croissance en Europe.

Garantir activement l'emploi

Un développement solide de l'emploi avec de bons revenus est actuellement le moteur conjoncturel de l'Allemagne. Afin que cette situation perdure, il faut une politique de l'emploi active qui crée de l'embauche, empêche les licenciements dans les entreprises et garantit le revenu des salariés.

IG Metall y apportera sa contribution. Il va poursuivre une politique salariale axée sur la productivité, qui assure une bonne croissance des revenus et maintient les emplois dans les entreprises. La convention collective du printemps 2012 dans l'industrie électronique et la métallurgie avec à sa progression salariale équitable est actuellement un pilier de stabilisation pour l'économie toute entière.

Mais IG Metall va, de manière offensive, utiliser tous les instruments visant à garantir l'emploi dans les entreprises. Avec le chômage partiel, les comptes épargne-temps, les conventions collectives pour la garantie de l'emploi et « l'Accord de Pforzheim », les entreprises et les sociétés disposent d'outils au niveau de l'entreprise et des salaires leur

permettant d'une manière générale d'éviter les licenciements. IG Metall demande aux entreprises de mettre activement ces outils à profit.

IG Metall présente en même temps à la classe politique les revendications suivantes :

- Les emplois précaires ont fortement augmenté en Allemagne ces dernières années. En 2010, 23,1 % des salariés étaient dans le segment des bas salaires, en 1995 ils n'étaient que 17,7 %. Les 30 % de salariés qui se trouvent au bas de l'échelle salariale ont perdu 10,6 % de revenu réel entre 200 et 2010. Cela doit changer. IG Metall a posé ici un premier jalon avec ses conventions collectives pour le travail intérimaire. Mais le gouvernement doit lui aussi prendre des mesures qui garantissent à tous les salariés un niveau de revenu stable. La mise en place d'un **salaire minimum légal** et la réglementation législative pour un **salaire égal (Equal Pay) pour les intérimaires** sont donc impératives.
- De mauvaises incitations, tels que par exemple les mini-jobs, conduisent surtout les femmes vers des emplois à temps partiel. Là aussi le gouvernement doit jouer un rôle de régulateur pour mettre en place aussi pour les **femmes des emplois réguliers à plein temps** comme base de travail normal. Cela inclut également les investissements nécessaires pour améliorer la garde des enfants.
- Nous avons besoin du **régime prolongé pour la durée des allocations du chômage partiel** . Des entreprises profondément saines ne doivent pas licencier leurs employés spécialisés. La force innovatrice de l'industrie allemande ne doit pas être mise en danger. Pour cette raison IG Metall exige que la durée des allocations du chômage partiel passe à 24 mois et que le remboursement des cotisations sociales par l'Agence fédérale pour l'emploi après 6 mois soit être réinstauré. Un remboursement immédiat doit être lié à la réalisation de mesures concernant la formation continue.
- La grande partie du fardeau que génère un développement conjoncturel faible sera portée par les intérimaires et les salariés sous CDD. Ils sont les premiers à perdre leur emploi lorsque les temps sont durs. IG Metall exige donc de réintroduire le **régime du chômage partiel également pour les intérimaires** .

Sauvegarder le financement interne des entreprises

Pour de nombreuses entreprises, le financement de leurs activités peut devenir un véritable casse-tête lorsque la conjoncture s'essouffle. Les banques n'assurent plus leur fonction première, à savoir fournir des crédits normaux aux entreprises de l'économie réelle. IG Metall exige :

- Outre le financement externe, c'est également le financement interne des entreprises qui doit être renforcé lorsque les banques ne remplissent plus leur fonction de financement. La protection du climat et les aspects écologiques vont à l'avenir marquer la valeur ajoutée manufacturière. Dans ce contexte, une restructuration écologique active de l'industrie, qui englobe les produits et les processus de production et améliore l'efficacité des ressources et des énergies, est nécessaire. IG Metall appelle le gouvernement à accorder aux entreprises des **amortissements souples de 50 %** pour de tels investissements et contribuer ainsi à leur financement.
- Pendant la crise, de nombreuses entreprises ont subi des pertes substantielles qu'elles ont compensées par des financements mezzanine. Ces financements prennent fin dans les prochains mois et conduisent à de nouveaux problèmes de

l'assise en fonds propres. IG Metall a proposé un **Public Equity Fonds** dans son programme d'action « Sortir activement de la crise » de mars 2009. Le concept prévoit la création d'un fonds d'investissement alimenté par des fonds publics à la KfW. L'objectif de ce fonds est la consolidation de l'assise de fonds propres des industriels allemands, en particulier des entreprises moyennes. Grâce à l'apport de fonds publics, les réserves de fonds propres de l'entreprise s'améliorent et par ricochet, son rating et sa solvabilité.

Consolider les investissements – Les investissements d'avenir dans une valeur ajoutée stable

La valeur ajoutée manufacturière est en Allemagne la source essentielle de la prospérité. Un emploi sur trois dépend du développement de la valeur ajoutée manufacturière. Pour qu'en Allemagne l'industrie continue à bien se porter, des investissements sont nécessaires non seulement dans l'infrastructure, mais également dans l'éducation et les sciences. Ces domaines ont été trop délaissés ces dernières années. IG Metall appelle le gouvernement à débloquer la congestion chronique des investissements et à investir de manière anticyclique dans la situation actuelle instable.

- Le gouvernement a décidé le **tournant énergétique**. De très gros investissements sont nécessaires pour le mettre en place. Ces investissements doivent être réalisés au moyen de procédures d'approbation accélérées (tel que jadis pour la reconstruction de l'Est). Il en va de même pour **l'expansion de l'infrastructure du réseau** (connexion à haut débit) et des **réseaux de transport**.
- Dans le cadre du tournant énergétique, l'amélioration de l'efficacité énergétique dans les foyers doit se poursuivre. Pour cela, des incitations fiscales et des facilités de prêts par la KfW s'offrent dans les domaines suivants :
 - le remplacement d'installations de chauffage
 - le remplacement d'appareils ménagers trop énergivores
 - la rénovation énergétique de l'habitat
- Le niveau des investissements publics doit être amené à la moyenne européenne dans les prochaines années. Ceci demande des revenus communaux stables car les communes supportent à elles seules les 2/3 de la totalité des investissements infrastructurels. En tant que site industriel, l'Allemagne a besoin d'un programme d'investissements pour l'avenir. En retour, ces investissements infrastructurels vont renforcer la demande nationale. Le **programme d'investissement d'avenir** peut être **financé par un emprunt**. L'Allemagne jouit actuellement d'une forte solvabilité. Cela doit être mis à profit pour gagner des capitaux privés qui recherchent des placements sûrs pour des investissements d'avenir attractifs.
- Le fondement de la réussite de la valeur ajoutée manufacturière en Allemagne est le très fort potentiel de personnel hautement qualifié et motivé. Trop peu d'investissements ont été faits ces dernières années dans la préservation de ce potentiel. IG Metall appelle donc le gouvernement et les Länder à investir dans ce domaine. En 1979, un **programme spécial de politique de l'éducation** mis en place pour une période de trois ans avait été un grand succès. IG Metall fait campagne pour relancer un tel programme. Une grande partie des **investissements publics pour l'éducation** est assurée par les Länder et les communes. IG Metall propose donc que des fonds d'investissement spéciaux soient mis à la disposition des villes et des communes. Ces fonds spéciaux doivent être de **100 euros par habitant** et tenus à des investissements dans l'enseignement et les sciences.

- L'État se doit de contribuer à façonner l'évolution industrielle. Un changement de cap de la politique d'incitation vers les secteurs de valeur ajoutée manufacturière, une réponse en matière de politique énergétique moderne ainsi qu'une **politique industrielle écologique active** doivent faire partie de cette contribution et cela doit également se refléter dans la politique fiscale.
- IG Metall propose qu'à une grande échelle, les **dépenses de la recherche et du développement de ces domaines** soient déductibles des impôts afin de stabiliser la conjoncture.

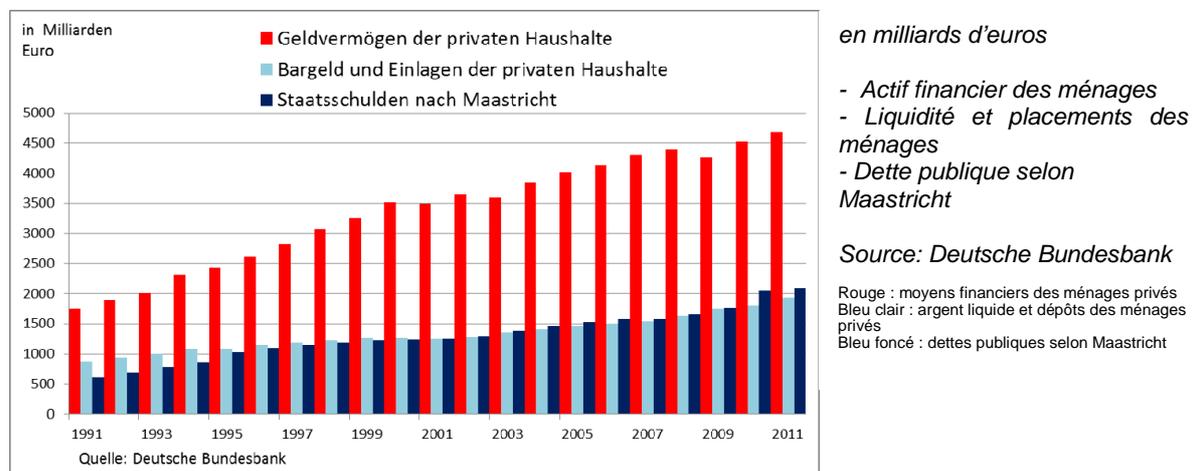
Pour IG Metall, la valeur ajoutée manufacturière est pour la prospérité et la stabilité politique en Allemagne tout aussi systémique que les banques le sont pour le fonctionnement des marchés financiers et du crédit. La base industrielle est en Allemagne trop importante pour que son évolution soit uniquement laissée au marché.

Renforcer la justice distributive – Augmenter les recettes de l'état

Pendant deux ans les pays de l'Union monétaire n'ont pas été en mesure de résoudre les problèmes de financements de certains états européens. Au contraire, la situation a empiré suite à une mauvaise gestion de la crise. En partant du principe que les immenses dettes publiques étaient la source de la crise, des mesures d'austérité drastiques ont été prises. Cela a aggravé la crise de la zone euro au lieu de la résoudre. L'absence de dépenses publiques et les coupes dans les prestations sociales ont étranglé la conjoncture dans de nombreux pays. Par conséquent les rentrées fiscales ont diminué et la situation financière s'est aggravée.

En Allemagne, la règle d'or budgétaire est ancrée dans la Convention. Le gouvernement est donc tenu de réduire la dette publique à 60 % du PIB jusqu'en 2016 (les Länder en 2020). Il est bon de surveiller les finances publiques et de ne pas financer les investissements d'avenir uniquement au moyen de dettes. La charge que représentent des intérêts élevés entrave la capacité d'action de l'État. Mais il n'est pas bon de ne couper que les dépenses des finances publiques pour diminuer le poids de la dette. L'État doit parallèlement augmenter ses recettes.

La République Fédérale d'Allemagne dispose d'un fort potentiel pour financer les programmes d'investissement d'avenir décrits plus haut par des recettes et parvenir ainsi à une meilleure justice distributive. En Allemagne, le **patrimoine net des ménages**, biens immobiliers compris et toutes obligations privées déduites, était en 2010 de **8,5 billions d'euros**. En comparaison : la dette publique de tous les pays européens était en 2010 de 7,8 billions d'euros. Le patrimoine doit être imposé pour abaisser la dette publique à 60 % du PIB grâce aussi à des recettes fiscales.



En Allemagne, plus de 50 % du patrimoine est composé d'actifs financiers tels que comptes d'épargne, placements à terme ou comptes d'investissement. Une forte imposition retirerait donc des liquidités du marché des capitaux. Du point de vue d'IG Metall, ces liquidités sont une partie de la cause de la crise. Le capital n'a pas une dimension nationale. Il peut être rapidement transféré d'un point à l'autre de la planète. Le plus important étant toujours le rendement réalisable par rapport au risque. Cela suppose une parfaite transparence afin de pouvoir évaluer le risque. Mais ce n'est justement pas souvent le cas. Par exemple, trop de capital avec une forte propension au risque était une des causes principales de la crise en 2008. Mais à l'heure actuelle, la répartition ne fonctionne toujours pas correctement, seulement avec des signaux inversés. La République Fédérale a actuellement en partie un rendement négatif sur des emprunts de l'État à 10 ans. Cela signifie en fait qu'elle perçoit de l'argent lorsqu'elle emprunte de l'argent. D'autres pays européens ont eux des problèmes ne serait-ce que pour lever des capitaux. L'exemple démontre : la conviction de principe que les marchés régulent la répartition optimale du capital est fautive. La vérité est que trop de liquidités axées sur le rendement aggravent les crises. C'est aussi pour cette raison qu'IG Metall exige :

- le rétablissement de **l'impôt sur la fortune** de **2 %** pour les fortunes supérieures à un million d'euros
- l'augmentation du taux **d'imposition des riches** à **49 %** à partir d'un revenu supérieur à 150 000 euros
- l'augmentation des **taxes successorales**

Selon l'Institut allemand de recherche économique (DIW), 10 % de la population possède 60 % du patrimoine. Ce groupe disposait en 2009 d'un patrimoine moyen de 500.000 euros. En partant du principe que 10 % du patrimoine soit attribuable à des actifs de plus d'un million d'euros, l'introduction d'un **impôt sur la fortune** de 2 % générerait des recettes de quelques **20 milliards d'euros**. IG Metall propose d'utiliser la moitié de ces recettes pour rembourser la dette et l'autre moitié pour financer les investissements d'avenir. En outre, ces recettes devront être réparties équitablement entre l'État, les Länder et les communes.

Même comparée au niveau international, une augmentation de l'impôt sur la fortune n'affecterait en rien la compétitivité de l'Allemagne. Les impôts relatifs à la fortune n'y représentent que 0,9 % du PIB alors qu'en France ou aux USA ce sont 3,0 % et que la moyenne en OCDE est de 1,8 %.

Compte tenu de la répartition inéquitable des richesses, l'imposition des grandes fortunes n'est pas seulement une question de financement public, mais également de justice distributive. L'expansion massive du secteur des bas salaires et le recul du niveau de vie des salariés à faibles revenus ces 10 dernières années demandent de toute urgence des réponses de la part des politiques. Ceci est particulièrement valable pour le développement en Europe. L'Allemagne doit émettre un signal pour plus de justice en Europe.

Partie II : Changement de cap pour une Europe solidaire

L'Union européenne est une grande histoire à succès. Une Europe unie était une vision que d'aucun n'osait croire réalisable après les événements dramatiques des deux guerres mondiales que connu le XXe siècle.

L'Union européenne est une communauté de paix qui va compter prochainement 28 pays. Mais l'Union européenne est également une communauté de valeurs basée sur l'idée commune que l'économie de marché a aussi toujours besoin de garde-fous sociaux avec pour objectif un modèle social européen. Elle est par ailleurs une communauté de droit. Et pour finir, l'Union européenne est une communauté économique avec un marché commun de plus de 500 millions de personnes, une prospérité croissante depuis sa création, il y a maintenant plus de 50 ans, et de nombreux élargissements.

La crise de l'Union européenne est aujourd'hui également une crise de la dette souveraine. C'est là la conséquence des crises économiques et des sauvetages de banques. L'espace européen structuré exclusivement en une Union monétaire sans une Union politique dotée d'un Parlement européen fort s'avère être le plus grand obstacle pour surmonter la crise. L'Union européenne est plongée dans une crise d'identité gravissime : l'« Idée européenne » est de plus en plus discréditée, l'euroscpticisme et le nationalisme progressent. L'attitude critique des citoyens envers l'Europe est alimentée en grande partie par la politique néolibérale de la Commission européenne et de nombreux États membres et menace de faire échouer le « projet à succès Europe » et notre monnaie commune.

En outre, la structure institutionnelle de l'UE se trouve de plus en plus en défaut face à la complexité croissante et l'hétérogénéité grandissante d'une communauté comptant bientôt 28 états membres. La nécessité pour les gouvernements et les institutions européennes de devoir agir rapidement pour faire face à la crise met à jour les faiblesses institutionnelles de l'UE. Des mécanismes rapides d'accords et décisionnels sont rendus de plus en plus difficiles par l'attitude de blocus qu'adoptent certains pays membres. L'Union européenne est face à un double challenge : elle doit d'une part à court terme gérer la crise et d'autre part elle a besoin à moyen terme de réformes institutionnelles fondamentales vers une Union européenne politique et sociale basée sur des règles démocratiques et à laquelle les peuples d'Europe peuvent s'identifier.

IG Metall plaide pour une Europe politiquement unie, économiquement forte et socialement juste !

- L'Europe a besoin d'une croissance durable grâce à une politique industrielle et économique active, coordonnée et légitimée démocratiquement pour garantir la base industrielle et la valeur ajoutée manufacturière.
- Le sauvetage de l'euro exige une responsabilité commune et un contrôle commun des budgets nationaux.
- L'Europe a besoin d'une régulation importante des marchés financiers.
- L'Union européenne a besoin du soutien des peuples. Pour cela elle doit devenir une Union sociale.
- L'Union européenne à besoin d'une Union politique.

Une croissance durable grâce à une politique industrielle et économique active, coordonnée et démocratiquement légitimée

Une prospérité durable en Europe demande une industrie performante. Une bonne gestion de crise à long terme nécessite une politique industrielle et économique active, coordonnée et démocratiquement légitimée de l'UE. La restructuration socio-écologique ouvre de nouveaux potentiels de croissance et garantit la durabilité à long terme de l'industrie européenne. Un tel projet d'avenir européen donne également une marge de manœuvre à la redistribution pour une Europe sociale et visant à la convergence des conditions de travail et de vie. Seule la perspective d'une Europe économiquement forte, durablement sociale et écologique et démocratique peut contribuer à surmonter la crise d'identité profonde des citoyens et des citoyennes envers le processus d'unification européenne.

La politique d'austérité unilatérale en Europe n'est pas en mesure de résoudre les problèmes profondément enracinés et leur impact négatif sur l'industrie et ses employés. Au contraire, cette **politique d'austérité unilatérale aggrave la crise** dans les pays les plus touchés et elle a mis les salariés à contribution de manière intolérable. Ce sont les jeunes et les jeunes salariés qui en sont massivement touchés. Dans de nombreux pays, une jeune génération bien formée n'a aucune perspective de bon emploi sûr. Seule une combinaison de réduction de la dette avec des **programmes de croissance** ciblés crée les conditions permettant de surmonter la crise sans que le coût social soit inacceptable.

Afin d'assurer l'évolution future de l'industrie européenne, cette dernière doit s'ouvrir au changement éco-social et à son développement. Pour faire face aux mégatendances sociétales à venir, l'industrie européenne devra gérer les ressources plus efficacement, prendre en compte l'évolution démographique et inclure des sujets tels que le tournant énergétique et le développement de la mobilité. La gestion efficace des ressources et la durabilité écologique des matériaux et des énergies sont un potentiel de productivité qui permet une nouvelle dynamique de croissance. Au lieu de cautionner des investissements financiers spéculatifs, les investissements du secteur privé doivent être dirigés vers une restructuration écologique. Pour cela, des investissements ciblés dans l'éducation, les compétences, la recherche et le développement ainsi que dans l'infrastructure sont également nécessaires et l'État devra y participer activement.

C'est là que la stratégie Europe 2020 et ses cinq objectifs offrent une base qu'il s'agit de développer. Elle devra à court terme, dans le cadre de la mise en place du budget de l'UE, être ajustée en fonction des objectifs qui y sont ancrés et mettre fin à des subventions abusives, en particulier dans le secteur agricole.

Il s'agit en fait de préserver à long terme la base industrielle, la valeur ajoutée et la force d'innovation en Europe. Une politique industrielle européenne à succès dépend d'une propre production dans les industries clé.

L'introduction de l'euro était portée par l'espoir que le développement économique, la productivité des entreprises et l'inflation s'équilibreraient d'eux-mêmes dans les pays de l'euro. Cette attente a été dramatiquement déçue. Dans un espace monétaire commun, des politiques nationales et indépendantes monétaires, des taux d'intérêt et des devises ne sont plus possibles. Il ne restent plus que la politique des salaires, la politique fiscale et les dépenses publiques comme « vis de réglage » d'une politique économique autonome.

C'est seulement maintenant que l'on mesure l'impact d'une cause essentiellement responsable de la progression des déséquilibres économiques en Europe : un espace monétaire européen commun ne peut fonctionner que si les pays de l'euro accordent leur politique économique et sociale. IG Metall exige une **politique économique**

démocratiquement contrôlée pour l'Europe et un gouvernement économique démocratiquement légitimé par le Parlement européen. Ce gouvernement devra avoir des objectifs sociaux et écologiques et être accompagné d'une politique environnementale, sociale et infrastructurelle commune.

Ce gouvernement économique coordonne les politiques sociales et économiques des pays membres et renforce ainsi la marge de manœuvre de l'exécutif de manière à faire avancer les processus d'intégration dans l'Union européenne vers une Union politique. La mise en œuvre d'une politique de coordination européenne est rendue possible grâce à des processus de participation dans les relations de travail. La participation constitue la base de l'Europe dans les entreprises.

La mise en œuvre d'une politique économique démocratiquement légitimée demande une forte participation dans les entreprises. Les bases pour une participation forte et active des salariés doivent être élargies aussi bien dans la pratique que sur le plan législatif au niveau européen. C'est justement en temps de crise, lorsque les processus de restructuration menacent d'affecter les salariés, que les rapports de force entre les patrons et les employés doivent être équilibrés.

IG Metall exige pour l'Europe des compétences élargies du pouvoir législatif dans la politique fiscale, des recettes fiscales propres et la souveraineté fiscale. C'est le seul moyen pour enrayer à l'avenir le dumping fiscal en Europe. La concurrence autour de la plus basse fiscalité et le jeu des pays membres les uns contre les autres doivent être contrecarrés. L'UE a besoin de règles minimales (une assiette de taxation et des taux d'imposition) pour la fiscalisation des capitaux et des entreprises.

Les **syndicats** doivent eux aussi contribuer à une union monétaire commune. Cela s'applique particulièrement à la **coordination des salaires**. L'adaptation des politiques salariales des pays de l'euro est indispensable pour stabiliser l'espace monétaire. Les syndicats européens ont déjà développé les premiers instruments pour la coordination des salaires (formule de coordination des salaires de la FEM). Ces instruments doivent être utilisés et développés pour empêcher que l'écart ne se creuse entre les niveaux de vie des différents pays. De même, la coordination des salaires des syndicats européens doit faire partie d'une politique économique et distributive européenne œuvrant en faveur de la stabilité et de la prospérité sociale. Il est impératif que la coordination soit réalisée par les syndicats. IG Metall refuse catégoriquement toute immixtion de la Commission européenne, de la Banque Centrale Européenne et du Fonds Monétaire International (Troïka) dans l'autonomie tarifaire des acteurs du marché de l'emploi.

La coordination des salaires par les syndicats n'est efficace que dans la mesure où une marge de manœuvre syndicale est donnée et que les conventions collectives se retrouvent par couverture conventionnelle des entreprises également dans le développement du revenu réel et des conditions de travail. À leur encontre, il y a la vaste dérégulation des marchés du travail calquée sur la politique de l'Agenda allemande qui est devenue le modèle d'une politique de l'emploi et du marché du travail dans de nombreux pays européens. L'augmentation massive d'emplois déréglementés, souvent précaires, entrave non seulement l'action syndicale mais conduit de fait également à la progression de zones sans convention collective. **Un nouvel ordre du marché du travail européen est indispensable.** Il doit non seulement protéger et promouvoir des emplois sûrs sous convention collective mais également contribuer à faire reculer la précarité.

Le sauvetage de l'euro exige une responsabilité communautaire et un contrôle communautaire des budgets nationaux

Une cause essentielle responsable de la situation de nombreux pays de l'espace européen est la construction unilatérale du traité de Maastricht. Les déséquilibres des

balances de transactions entre les pays membres ne pouvaient plus être compensés par une dévaluation des monnaies nationales. La politique salariale comme mécanisme de compensation était dépassée.

IG Metall plaide expressément en faveur du maintien de l'euro. Il préconise d'une manière générale, une **responsabilité communautaire** afin de garantir à long terme un financement solidaire des déficits et empêcher le risque de faillite de certains pays. Cela permet de réduire la charge de financement des pays en déficit. Ces pays devront donc payer moins d'intérêts pour rembourser leurs dettes et pourront ainsi sortir plus vite de la crise. Mais cela signifie également que les pays moins endettés, comme l'Allemagne, devront payer plus pour leurs propres dettes. Ces coûts supplémentaires pour l'Allemagne et les autres pays excédentaires sont toutefois bien faibles au regard du bénéfice qu'en tireront l'économie allemande et son industrie d'exportation

Un contrôle communautaire **strict** des **budgets nationaux** et une responsabilité communautaire vont de pair. Cela exige des changements dans les droits souverains nationaux envers les institutions européennes. IG Metall exige là un élargissement de la gouvernance démocratique du Parlement européen et l'intégration de possibilités d'une participation directe des citoyens et des citoyennes d'Europe. Dans les conditions actuelles, savoir si les objectifs budgétaires seront atteints par des recettes ou des dépenses, incombe aux parlements nationaux.

Un pacte de remboursement des dettes pourrait prendre en charge le financement commun temporaire de la dette publique au-delà du seuil des 60 % du produit intérieur brut. Il contribuerait grandement à la gestion de la crise à moyen et long terme.

IG Metall trouve acceptable que la Banque Centrale Européenne (BCE) soutienne directement les budgets publics dans les pays les plus endettés de l'Union monétaire en achetant des obligations d'état sur le marché primaire comme mesure temporaire.

En outre, IG Metall préconise une intervention du Mécanisme Européen de Stabilité (MES). Le MES peut donc être élargi par des prêts pour stabiliser les pays en crise. Cette mesure permet de garantir que les pays fortement endettés puissent lever des fonds et soient protégés de la spéculation sur la faillite d'État.

Pour les demandes d'aide au MES (et SESF) ainsi qu'à la BCE, les pays européens sont tributaires d'un gouvernement économique de facto, toutefois sans contrôle ni légitimité démocratique. Les gouvernements concernés s'engagent par le pacte fiscal à prendre des mesures d'austérité et à effectuer des coupes inflexibles en particulier dans le domaine social mais également dans les salaires. La poursuite de la libéralisation du marché du travail et la vente de biens du domaine public font également partie de cette politique d'austérité. IG Metall rejette toute attaque contre les salariés d'Europe.

L'Europe a besoin d'une complète régulation des marchés financiers

Les conditions-cadres des politiques financières pour l'industrie en Europe doivent être améliorées de toute urgence. Les banques doivent être au service de l'économie réelle. Le devoir sociétal des banques est d'assurer le financement des entreprises et non de spéculer sur des produits financiers à haut risque et opaques. En tant que coresponsables de la crise, les banques doivent participer aux coûts pour la surmonter.

IG Metall exige une régulation de grande envergure des marchés financiers européens, entre autres :

- la séparation des activités de dépôts et de prêts des activités d'investissement. Alors que l'État est en partie garant dans la garantie de dépôts, les investissements sont eux uniquement sous la responsabilité du détenteur ;

- l'interdiction au niveau européen de ventes à découvert;
- la régulation de titres d'emprunt hautement spéculatifs, échelonnés et titrisés et la mise en place d'une « Inspection pour produits financiers » ;
- une régulation stricte des produits dérivés ;
- la limitation du trading haute fréquence.

La régulation des marchés financiers inclut également une **taxe sur les transactions financières (TTF)** dont l'objectif est de rendre les transactions financières liées à la spéculation peu attrayantes. Il est économiquement judicieux et politiquement souhaitable de lever la taxe sur les transactions financières au niveau mondial, ou tout au moins dans un cadre européen. Cela n'est toutefois pas réalisable dans un avenir proche. La seconde meilleure solution serait donc une introduction au sein de la zone euro ou tout au moins par les principaux pays membres de la zone euro.

L'Europe a besoin d'une **autorité de contrôle bancaire** européen efficace, en particulier pour les banques systémiques et internationales. Les ratios des capitaux propres des banques doivent être augmentés pour qu'en cas de crise le sauvetage des banques n'incombe pas de nouveau aux contribuables. Des **mécanismes de garantie de dépôts** des banques doivent être mis en place de manière contraignante dans les pays membres de l'UE. Pour les banques systémiques qui agissent au niveau européen, un mécanisme de garantie de dépôts est nécessaire à l'échelle européenne. L'UE a besoin d'une **agence de notation européenne** établie en tant qu'institution publique (et non organisée par le secteur privé) et indépendante.

IG Metall prône le **système de banque cloisonné**. Afin de limiter les risques « systémiques » de mauvais investissements des banques universelles, les activités d'investissement devront être strictement séparées des activités bancaires traditionnelles.

Des régulations plus strictes seraient non seulement nécessaires pour les marchés financiers mais également pour les marchés des matières premières. Pour prévenir ici la spéculation et la volatilité confuse des prix et permettre équitablement l'accès aux matières premières à tous les acteurs du marché, les bourses de matières premières, telle que par exemple celle de Londres, doivent également être prise dans le champ des mesures de régulation.

D'une manière générale, ces mesures de régulation seraient un premier pas vers une union solidaire et une union politique et constitueraient une base solide pour la stabilisation durable de la zone monétaire commune.

L'Union européenne a besoin du soutien des peuples. Elle doit pour cela devenir une Union sociale.

IG Metall exige que l'Europe recommence enfin à s'occuper des salariés. Les préoccupations sociales et économiques des citoyens doivent être prises au sérieux. Nombreux sont ceux qui en Europe ont l'impression que la politique de l'UE sert avant tout les intérêts des entreprises et de leurs lobbyistes. Par conséquent, la politique de l'Union européenne est souvent ressentie comme une menace. L'attrait du « projet européen » souffre du déséquilibre social qui sévit actuellement. Les droits sociaux fondamentaux, tels qu'ils sont définis dans la Charte des droits fondamentaux du contrat de Lisbonne, doivent enfin prendre le pas sur les libertés économiques.

IG Metall exige, en collaboration avec les syndicats européens, une « clause du progrès social » pour l'Union européenne en tant que partie intégrante du droit primaire européen. Des acquis nationaux, comme les droits syndicaux et les mécanismes de conventions collectives, seraient ainsi protégés.

Le développement de normes sociales minimales élevées communes doit être une priorité pour l'Europe sociale. Jusque-là, il s'agira de défendre les acquis nationaux dans la politique sociale. IG Metall s'oppose énergiquement à toute tendance visant à précariser le travail et ne peut plaider en faveur du concept de « flexicurité » que si l'aspect sécurité est mis en avant. Les systèmes sociaux doivent être aménagés de manière à ce qu'ils garantissent aux peuples de l'UE l'égalité des chances, le droit de participation, l'inclusion sociale et l'assurance contre les risques essentiels de la vie. En particulier, la discrimination des femmes et des migrants dans la société et les entreprises est à abolir. Il est en outre urgent de faire reculer les emplois précaires, également ceux des jeunes salariés.

IG Metall propose donc un **pacte social** pour l'Europe. Un tel pacte social peut créer l'équilibre et la concertation nécessaires pour les politiques sociales pratiquées par les pays membres et les conditions-cadres données par Bruxelles.

Le pacte social se compose des éléments principaux suivants :

Il s'agira premièrement de garantir l'**ordre** sur les **marchés du travail européens**. Cela nécessite des mesures prévenant l'expansion du secteur des bas salaires et la disparité des salaires en Europe. L'égalité des salaires et des droits pour le même travail au même endroit doit être établie comme principe.

Deuxièmement, le **dumping social devra être combattu**. En plus de faire reculer les emplois précaires, le dumping social peut être combattu dans chaque secteur où cela est nécessaire grâce à des salaires minimum.

Troisièmement, IG Metall exige **des droits de participation plus étendus pour les représentants des salariés** et leurs syndicats dans les pays membres ainsi qu'au niveau européen. La participation, la démocratie et la codécision dans les entreprises sont les piliers d'une Europe sociale. Ces piliers ont fait leurs preuves dans la crise après 2008 et contribué en Allemagne à surmonter la crise avec succès. Les grandes industries et les prestataires de services européens ont besoin de syndicats puissants et en mesure d'agir ainsi que de représentants du personnel compétents.

L'UE a besoin de l'Union politique

Les développements depuis le déclenchement de la crise des marchés financiers et la crise du refinancement des dettes publiques, ont mis à jour des défauts de conception gravissimes dans la structure institutionnelle de l'Union Économique et Monétaire. Il est apparu que l'Union ne peut pas survivre sans une intensification de l'**intégration politique**.

Compte tenu des expériences faites dans la gestion européenne de la crise, une « double stratégie » serait de mise pour l'évolution de l'intégration européenne. Il s'agit d'une part d'approches à court terme qui peuvent être réalisées de manière interétatique dans le cadre du contrat européen existant. D'autre part, une nouvelle base contractuelle pour l'Union européenne sera nécessaire à moyen terme afin de surmonter les « défauts de naissance » de l'Union Économique et Monétaire (UEM) et de créer les conditions primaires pour une Union politique. Le point de départ pour une intensification de l'intégration européenne est un noyau européen composé des pays membres de l'Union Économique et Monétaire.

L'objectif principal des réformes institutionnelles doit être une **politique économique autonome démocratiquement légitimée** au niveau européen. Cela demandera un transfert vers l'UE des compétences nationales dans le domaine des politiques budgétaires et économiques et un budget qui donne à l'UE plus de marge de manoeuvre. Il ne peut pas y avoir une « Europe forte » sans compétences européennes correspondantes. Cela implique le transfert des souverainetés nationales au niveau européen.

Une **Union fiscale** avec le renforcement des pouvoirs législatifs en matière de politique fiscale ou une Union possédant sa propre souveraineté fiscale est le premier pilier central du gouvernement économique européen. Mais avec ou sans souveraineté fiscale, l'UE a besoin d'une augmentation conséquente du budget communautaire pour pouvoir accompagner les pays membres les plus faibles pendant les nombreuses années que prendront les réformes.

IG Metall exige un **renforcement significatif du Parlement européen** auquel des droits de contrôles et d'initiatives étendus devront être attribués. À l'avenir, le parlement devra être élu selon un droit de vote standardisé avec des listes électorales transnationales. Cela implique à son tour un élargissement des statuts juridiques et du financement des partis européens. Le Parlement européen doit par ailleurs avoir le droit de consulter et d'adopter ses propres initiatives législatives européennes. Un autre élément de réforme indispensable est l'élection des responsables de la commission. Ce n'est qu'ainsi que la commission européenne deviendra un gouvernement européen à part entière.

La représentation directe des intérêts des pays membres de l'Europe doit être également améliorée. En l'état actuel, le but de l'intégration européenne ne peut toutefois pas être un état fédéral de type allemand. Les particularités historiques de chacun des pays membres ne permettent pas d'envisager une telle perspective. IG Metall soutient la proposition de **mise en place d'une « Convention européenne »** qui, dans un vaste débat de société et une forte participation démocratique, élabore les bases contractuelles d'une Union européenne sociale et politique.